

COMMUNIQUE

Le samedi 26 février 2005 Monsieur Ali DRIF, ressortissant algérien né en 1960 à LYON a été éloigné par le Ministre de l'Intérieur du gouvernement français vers l'Algérie en exécution d'une interdiction du territoire français prononcée à son encontre par la Cour d'Appel de PARIS en 1999.

Relaxé par le Tribunal Correctionnel de PARIS en 1998, Monsieur Ali DRIF avait, sur appel du Ministère Public, été condamné par la Cour d'Appel de PARIS en 1999 à la peine de trois ans d'emprisonnement assortie d'une interdiction définitive du territoire français pour des faits « d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

Seul un appel téléphonique de quelques secondes passé par Monsieur DRIF à son épouse en début d'après midi le samedi 26 février a permis d'apprendre qu'il se trouvait sur un bateau à destination d'Alger.

Depuis cet appel plus une seule information n'a été communiquée à ses proches ou à ses avocats, le concernant.

Le gouvernement français interrogé à de multiples reprises n'a jusqu'à présent pas répondu.

Ses quatre enfants citoyens français, son épouse, de nationalité algérienne s'inquiètent de n'avoir plus de nouvelles de leur père et mari depuis cinq jours.

Maître SIDHOUM et maître DEBRAY respectivement avocat au Barreau d'Alger et au Barreau de LYON, conseils de Monsieur Ali DRIF ont les plus extrêmes inquiétudes quant au sort qui lui est réservé depuis qu'il se trouve sur le sol algérien.

La nature des faits pour lesquels il a été poursuivi en France conduise ses avocats à être extrêmement inquiets du traitement qui peut lui être infligé actuellement, n'ayant pu obtenir ni du gouvernement français ni du gouvernement algérien des informations sur Ali DRIF.

Des démarches effectuées par l'un de ses avocats auprès du Commissariat Central d'ALGER et la question posée par l'un des fonctionnaires de police présent au Commissariat (« qui est cette personne qui veut des nouvelles d'Ali DRIF ? ») laisse penser qu'Ali DRIF se trouverait toujours en garde à vue au Commissariat Central d'ALGER.

L'ensemble de ces éléments conduit ses avocats à exiger du gouvernement algérien une réponse aux questions suivantes :

- 1- Où se trouve actuellement Monsieur Ali DRIF ?
- 2- Dans quel cadre légal est-il éventuellement privé de liberté ?
- 3- Quel est son état de santé actuel ?
- 4- Dans quel délai va-t-il recouvrer la liberté ?

Amine SIDHOUM,
Avocat au Barreau d'ALGER

الاستاذ امين سيدوم
Maitre : SIDHOUM A. Amine
أعلى لدى المجلس
Avi . à la Cour

Jacques DEBRAY
Avocat au Barreau de LYON